

... FAUT-IL FAIRE DES LISTES COMMUNES AVEC LE PS POUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2014 ?

# De Marseille à Paris : une ambition commune pour le Front de gauche

PAR IGOR ZAMICHIEI, SECRÉTAIRE DE LA FÉDÉRATION DE PARIS, ET JEAN-MARC COPPOLA, CHEF DE FILE DES COMMUNISTES DE MARSEILLE.

Les élections municipales de 2014 seront décisives pour la vie de nos concitoyens. Les situations de nos deux municipalités sont différentes, mais un objectif politique commun nous mobilise pour cette échéance électorale : permettre l'élection de majorités de gauche renforcées par de nombreux élus communistes et du Front de gauche pour mettre en œuvre de nouvelles avancées locales pour les populations. Nous y parviendrons à la seule condition que notre peuple fasse à nouveau irruption sur la scène politique avec toutes ses exigences économiques, sociales, écologiques et démocratiques. Or, devant le désespoir engendré par la politique du gouvernement, le plus grand risque à l'heure actuelle est que les habitants de nos territoires qui ont le plus intérêt au changement ne se rendent pas aux urnes en mars 2014. Comment notre parti et le Front de gauche peuvent-ils contribuer à leur mobilisation ? Sûrement pas en transformant l'échéance municipale en un référendum sur la politique gouvernementale, car il y a fort à parier qu'une telle attitude conforterait la droite et l'extrême droite mais n'ouvrirait aucun espoir d'alternative à gauche. L'ambition des forces du Front de gauche doit être

de travailler avec nos concitoyens à définir des objectifs municipaux qui améliorent leur vie et constituent des points d'appui dans le bras de fer engagé contre les politiques d'austérité. Cela implique de partir de la situation concrète de chacune de nos municipalités. À Marseille, les politiques libérales suivies depuis des décennies ont accru les inégalités. L'équipe Gaudin a vendu de nombreux espaces publics au détriment de la réponse aux besoins d'emploi, de logement, d'école, de déplacement, de lien social. Malgré ses atouts économiques, dont le port, ses potentialités sociales, culturelles, malgré le dynamisme de sa population, la ville s'enfonce dans la crise, dans la difficulté du vivre ensemble et le développement du racisme. Face à cette politique aux violences multiples et à la crise profonde que traverse la deuxième ville de France, les candidats déclarés des partis au gouvernement n'apparaissent pas à la hauteur de la rupture nécessaire et attendue par les Marseillaises et les Marseillais. Dans cette situation, les communistes marseillais viennent de faire le choix d'ouvrir le chantier d'un large rassemblement populaire avec le Front de gauche et les forces de la gauche marseillaise qui s'opposent aux logiques austéritaires,

libérales et veulent porter un projet audacieux et progressiste pour Marseille, avec au cœur une intervention citoyenne active et permanente.

À Paris, les forces de gauche ont repris la ville à la droite en 2001 pour la rendre aux Parisiens. Depuis deux mandatures, sous l'impulsion des élu-e-s communistes, la Ville de Paris a amélioré leur vie grâce à la production de 70 000 logements sociaux, le retour en régie publique de l'eau et la création de nombreux équipements

politique municipale de gauche au service des Parisiens. Renvoyer dos à dos la droite et la gauche est contre-productif et lourd de dangers. Le simple fait que l'ensemble des forces de gauche ait d'ores et déjà repris notre ambition de production de 30 % de logements sociaux témoigne de notre capacité à faire valoir nos objectifs de transformation sociale au sein de la majorité municipale. Dans cette situation, la construction de listes communes avec

**« Notre ambition : travailler avec nos concitoyens à définir des objectifs qui améliorent leur vie et constituent des points d'appui dans le bras de fer engagé contre les politiques d'austérité. »**

publics. Notre participation à la majorité municipale parisienne n'a pas empêché nos élus de dénoncer, chaque fois que cela était nécessaire, les politiques municipales qu'ils ne partageaient pas comme celle de stabilisation de l'emploi public. Ainsi, l'enjeu à Paris n'est pas de rompre avec la gestion calamiteuse de la droite comme à Marseille. Il est à la fois nécessaire d'empêcher le retour d'une droite revancharde, plus mobilisée que jamais derrière Nathalie Kosciusko-Morizet pour rétablir sa politique réactionnaire dans la capitale, et de franchir une nouvelle étape de la

le Parti socialiste parisien dès le premier tour est une option pour réaliser nos objectifs politiques. Ce sera aux communistes de prendre souverainement leur décision. Quel que soit leur choix, ils le feront comme à Marseille et dans tous les territoires de France, au nom d'une ambition commune pour le Front de gauche : celle de constituer les fronts les plus larges adaptés à la réalité de nos municipalités pour faire reculer les logiques d'austérité et mettre en œuvre des politiques de gauche utiles à améliorer la vie des populations.